



République de Guinée
Travail-Justice-Solidarité

Cour des comptes



CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

Arrêt définitif n° 001/CHCE/CC

Audience du 25 avril 2019

Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015

Poste comptable : Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT)

Nom et prénom du comptable : Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE

FORMATION DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

GREFFIER : Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre

RAPPORTEUR : Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire

MINISTERE PUBLIC : Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement

MATIERE : Cinq (5) Comptes de gestion sur chiffres, de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) comprenant les balances générales des comptes des exercices budgétaires 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015.

DECISION : Fixation de la ligne de compte au 31 décembre 2015.

L'an deux mille dix-neuf et le vingt-cinq avril (25 avril 2019), à l'audience ordinaire publique de la Chambre des comptes de l'Etat,

LA COUR,

Vu la loi organique L/2013/046/CNT du 18 janvier 2013 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour des comptes et le régime disciplinaire de ses membres, modifiée par la loi organique L/2013/066/CNT du 12 décembre 2013 portant harmonisation de certaines dispositions de la loi organique 046 du 18 janvier 2013 ;

Vu la loi organique L/2012/012/CNT du 27 juillet 2012 relative aux lois de finances (LORF) ;

Vu la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 08 décembre 2017 portant validation des comptes des comptables publics ;

Vu le Décret D/2018/014/PRG//SGG du 07 février 2018 portant promulgation de la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 8 décembre 2017 ;

Vu le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique (RGGBCP) ;

Vu le décret D/2016/009/PRG/SGG du 9 janvier 2016 portant nomination du Premier Président et du Commissaire Général du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/035/PRG/SGG du 11 février 2016 portant nomination des Présidents de Chambre, du Secrétaire Général et des commissaires du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/047/PRG/SGG du 25 février 2016 portant nomination des Conseillers Maitres à la Cour des comptes ;

Vu le décret/2016/388/PRG/SGG du 31 décembre 2016 portant nomination des Conseillers Référendaires à la Cour des comptes ;

Vu la décision n° A/0111/MEF/SGG/2012 du 09 novembre 2012 portant nomination des chefs de division par intérim ;

Vu l'arrêté A/2019/1104/MEF/CAB/DNTCP du 3 avril 2019 portant nomination de douze (12) comptables principaux de l'Etat ;

Vu l'ordonnance /2019/001/PP/CC du 13 mars 2019, portant apurement accéléré des comptes de comptables publics des exercices 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 ;

Vu L'ordonnance n°001/2019/CHCE/CC du 26 mars 2019 portant désignation d'un rapporteur et d'un contre rapporteur.

Vu les lettres réponses n°1879/MEF/CAB du 7 septembre 2018, n°2052/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n° 2053/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n°0122/MEF/DNTCP/2019/0106/ACCT/BTI du 26 mars 2019 et n°0123/MEF/DNTCP/2019/0107/ACCT/BTI du 26 mars 2019, du Ministre de l'Economie et des Finances et du Directeur National du Trésor, relatives à la procédure contradictoire ;

Vu les Comptes de Gestion de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) pour les exercices budgétaires de 2011 à 2015 ;

Vu le Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour la période de 2011 à 2015 ;

Vu les conclusions du Commissaire Général du Gouvernement en date du 24 avril 2019 ;

Après avoir entendu, Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître, contre rapporteur en ses observations ;

STATUANT DÉFINITIVEMENT,

ORDONNE :

Entendu Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire, en son rapport à fin d'arrêt sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, lors de l'audience publique du 25 avril 2019 ;

Entendu Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement, en ses conclusions ;

Entendu la lecture des réponses de l'Agent Comptable Centrale du Trésor (ACCT) au titre de ses réactions contradictoires sur les Comptes de gestion ;

Entendu en délibéré les observations des membres de la formation de la Chambre des comptes de l'Etat ;

EN CE QUI CONCERNE LES GESTIONS ANTERIEURES DE 2011 A 2015 SOUS REVUE

1. Sur la recevabilité des comptes

Attendu que l'article 39 de la loi 046 du 18 janvier 2013 sur la Cour des comptes qui précise l'obligation de mise en état d'examen des comptes de gestion, n'est pas applicable à l'apurement juridictionnel accéléré ou apurement sur chiffres de la gestion antérieure de 2011 à 2015.

Attendu que les Comptes de gestion de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) des exercices budgétaires de 2011 à 2015 comportent les balances générales des comptes qui permettent de fixer la ligne de compte pour les gestions sous revues.

Qu'en effet, un tel document contient, aussi bien pour les opérations budgétaires que les opérations hors budget, les résultats de la gestion, le solde des recettes de la gestion, le solde des dépenses de la gestion et les résultats au 31 décembre.

PAR CES MOTIFS

Article premier : Déclare recevables les Comptes de gestion de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) produits pour les gestions 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 par l'Agent Comptable Central du Trésor, Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE.

2. Sur la reprise des soldes de la gestion précédente

Attendu qu'il est admis que la ligne de compte d'une régie financière ou d'une trésorerie régionale est constituée des soldes des comptes financiers, des comptes d'imputation définitif non apurés à la fin de la gestion, des comptes de créances et des comptes de dette à court ou à long terme qui doivent être repris en balance d'entrée ;

Attendu que les soldes des opérations budgétaires des recettes et des dépenses ne sont pas concernés par cet enchainement ;

Attendu qu'en conséquence, les soldes de ces dites opérations, intégrés dans la ligne de compte de la gestion antérieure en balance de sortie, doivent être ignorés dans la fixation de la ligne de compte ;

Attendu qu'en ce qui concerne les soldes des opérations en deniers, il a été constaté que les comptes financiers présentent un solde global créditeur de GNF 4 403 625 028 489 dans la balance générale des comptes au 31 décembre 2015 ;

Attendu que s'agissant des soldes des comptes de tiers en balance de sortie au 31 décembre 2015, les situations des restes à recouvrer d'impôts et de droits de douanes sont présentés dans le compte de gestion et qu'ils font l'objet de reprise en balance d'entrée au 1^{er} janvier 2016 ;

Attendu que l'Agent Comptable Centrale du Trésor a expliqué, dans ses réponses parvenues à la Cour les 07 et 19 septembre 2018, la méthode par laquelle la reprise des soldes est effectuée en balance d'entrée par l'intermédiaire du compte 396 intitulé « Opérations consolidées par l'ACCT ».

Qu'il a soutenu par ailleurs que les soldes des comptes 39 en balance de sortie résulterait des défauts de rapprochement d'écritures entre les comptables principaux des différents postes comptables.

Attendu qu'en l'espèce, compte tenu de l'ancienneté des gestions et du principe d'apurement sur chiffres applicable à cette procédure, il y a lieu de notifier une injonction pour l'avenir sur les rapprochements d'écritures des comptes de liaisons internes entre les comptables ;

3. Sur l'enchaînement des soldes des exercices successifs de 2011 à 2015

Attendu que l'enchaînement des soldes des balances de sortie et d'entrée des exercices 2011 à 2015 a été vérifié pour les comptes de classe 1 à 5.

Qu'il est constaté l'exacte reprise des soldes de la balance de sortie en balance d'entrée pour les exercices 2011 à 2015 conformément au tableau de reprise des soldes qui suit :

Tableau des reprises des soldes des exercices 2011 à 2015

ACCT – Compte de gestion - Enchaînement des comptes de classe 1 à 5

| Années | Balance d'entrée | | Balance de sortie | | Comptes de liaisons internes (Compte 39) | |
|--------|-------------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|--|-------------------|
| | Débiteurs | Créditeurs | Débiteurs | Créditeurs | Débiteurs | Créditeurs |
| 2 010 | | | 4 910 466 646 819 | 4 910 466 646 819 | | |
| 2 011 | 4 910 466 646 819 | 4 910 466 646 819 | 6 835 359 326 400 | 6 835 359 326 400 | 0 | 0 |
| 2 012 | 6 835 359 326 400 | 6 835 359 326 400 | 1 938 430 223 845 | 1 938 430 223 845 | 4 305 059 152 546 | 4 174 062 937 030 |
| 2 013 | 1 938 430 223 845 | 1 938 430 223 845 | 4 696 728 096 382 | 4 696 728 096 382 | 7 224 376 617 053 | 6 986 079 127 744 |
| 2 014 | 4 696 728 096 382 | 4 696 728 096 382 | 2 847 059 503 334 | 2 847 059 503 334 | 3 086 698 890 933 | 3 223 941 383 861 |
| 2 015 | 2 847 059 503 334 | 2 847 059 503 334 | 6 272 337 079 819 | 7 076 439 402 927 | 1 368 268 727 937 | 1 103 645 761 765 |

Source : Cour des comptes à partir du Compte de gestion de l'ACCT

Attendu qu'au 31 décembre 2015, les montants totaux des soldes débiteurs et créditeurs des comptes (classe 1 à 5) s'élèvent respectivement à **GNF 6 272 337 079 819** et à **GNF 7 076 439 402 927**.

Que les reports des soldes des comptes 36 (Comptes de liaison avec les régisseurs), 38 (Produits à recouvrer sur prise en charge) de la classe 3, les comptes de la classes 4 (Comptes de tiers) et les comptes de la classe 5 (Comptes financiers) n'appellent pas d'observations.

Que les soldes débiteurs et créditeurs des classes 6 et 7 et ceux des comptes 390 à 393 des comptes de liaisons entre comptables en balance de sortie, ne font pas l'objet de reprise en balance d'entrée.

Que les montants des soldes de comptes de liaisons internes (39) indiqués dans le tableau ci-dessus, signifient que les rapprochements d'écritures entre les comptables principaux n'ont pas eu lieu à la clôture des opérations comptables.

Que les comptes de liaisons internes (39) doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie.

Que conformément à la pratique comptable en général, le compte 39 et particulièrement le compte 396 (Opérations consolidées à l'ACCT), sert de contrepartie à la reprise des soldes des comptes patrimoniaux en Balance d'Entrée (BE). Et par conséquent, il ne fait pas l'objet de report d'un exercice à un autre.

Qu'il y a lieu d'adresser une injonction pour l'avenir au comptable principal de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre comptables.

Qu'en conséquence, il est enjoint pour l'avenir à Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE de veiller au rapprochements des écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables principaux.

Article 2 : Il est enjoint pour l'avenir, à Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables qui doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie au 31 décembre.

4. Sur la ligne de compte au 31 décembre 2015

Attendu que le Compte de gestion de 2015 de l'Agence Comptable Centrale du Trésor, comprend surtout la balance générale des comptes ;

Attendu qu'à l'issue du déroulé du contradictoire avec l'Agence Comptable Centrale du Trésor, qu'il est constaté la reprise exacte des soldes des comptes de gestion apurés des exercices successifs de 2011 à 2015 ;

Qu'ainsi, la fixation de la ligne de compte va concerner aussi bien les soldes des comptes financiers mais aussi les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes des dettes à court terme (restes à payer, comptes de dépôts des correspondants du trésor) ou à long terme (emprunts, dettes publiques), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes de créances (restes à recouvrer d'impôts et de droits de douane), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes d'imputation définitif non apurés à la clôture de la gestion ;

Qu'en conséquence la ligne de compte s'établit comme suit en ce qui concerne l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses effectuées du premier janvier au 31 décembre 2015 en Francs Guinéens (GNF) :

COUR DES COMPTES

APUREMENT DES ARRIERES JURIDICTIONNELS

APUREMENT COMPTE DE GESTION 2015

POSTE COMPTABLE: AGENT COMPTABLE CENTRAL DU TRESOR (ACCT)

COMPTE DE GESTION ACCT 2015

SOLDES BALANCES DE SORTIE A REPORTER

| N° Comptes | Libellés Imputations | Balance d'entrée au 01/01/2015 | | Opérations de l'année | | Total | | Balance de sortie au 31/12/2015 | |
|---------------|--|--------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|
| | | Débiteurs | Créditeurs | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débiteurs | Créditeurs |
| 183-1 | Emprunt obligataire intérieur | 0 | 0 | 0 | 550 000 000 000 | 0 | 550 000 000 000 | | 550 000 000 000 |
| 188 | Intérêts courus non échu sur e.int | 0 | 0 | 0 | 25 666 666 667 | 0 | 25 666 666 667 | | 25 666 666 667 |
| 396 | Opérations consolidées à l'ACCT | 1 021 909 850 319 | 1 414 809 371 764 | 285 819 500 334 | 0 | 1 307 729 350 653 | 1 414 809 371 764 | | 107 080 021 111 |
| 423-1 | Oppositions | 35 664 341 777 | 0 | 0 | 0 | 35 664 341 777 | 0 | 35 664 341 777 | |
| 425-02 | Remises sur crédits d'enlèvement | 0 | 2 058 437 534 | 3 688 444 040 | 3 716 974 514 | 3 688 444 040 | 5 775 412 048 | | 2 086 968 008 |
| 431-01 | Tr. des pensions françaises à l'A. de France | 0 | 56 810 776 113 | 0 | 0 | 0 | 56 810 776 113 | | 56 810 776 113 |
| 431-04 | Provisions pour pensions françaises | 0 | 35 093 428 744 | 0 | 50 641 396 819 | 0 | 85 734 825 563 | | 85 734 825 563 |
| 434-1 | Organismes non financiers (CEDEAO) | 0 | 477 676 274 | 10 000 000 000 | 69 553 050 460 | 10 000 000 000 | 70 030 726 734 | | 60 030 726 734 |
| 444-10 | Chambre nationale d'agriculture | 0 | 46 565 604 794 | 5 000 000 000 | 9 845 448 952 | 5 000 000 000 | 56 411 053 746 | | 51 411 053 746 |
| 444-11 | Chambre nationale de commerce | 0 | 23 216 661 176 | 9 137 315 819 | 16 656 421 758 | 9 137 315 819 | 39 873 082 934 | | 30 735 767 115 |
| 444-9 | Autres Organismes à caractère professionnel | 5 906 301 239 | 0 | 0 | 0 | 5 906 301 239 | 0 | 5 906 301 239 | |
| 445-01 | Ville de Conakry | 7 149 729 628 | 0 | 0 | 0 | 7 149 729 628 | 0 | 7 149 729 628 | |
| 445-02 | Communes urbaines | 674 247 396 | 0 | 0 | 0 | 674 247 396 | 0 | 674 247 396 | |
| 445-8 | Coupons echus | 39 239 560 363 | 0 | 27 073 685 202 | 0 | 66 313 245 565 | 0 | 66 313 245 565 | |
| 451 | Consignations | 0 | 4 632 530 752 | 0 | 0 | 0 | 4 632 530 752 | | 4 632 530 752 |
| 461-011 | Annuité de dettes int exigible année courante | | | 385 437 758 490 | 363 972 196 652 | 385 437 758 490 | 363 972 196 652 | 21 465 561 838 | |
| 461-012 | Annuité de dettes int exigible années antérieures | 748 583 771 434 | 0 | 0 | 0 | 748 583 771 434 | 0 | 748 583 771 434 | |
| 461-021 | Autres dettes exigibles année courante | | | 0 | 230 161 520 872 | 0 | 230 161 520 872 | | 230 161 520 872 |
| 461-022 | Autres dettes exigibles années antérieures | 89 946 756 350 | 0 | 318 025 009 218 | 318 025 009 218 | 407 971 765 568 | 318 025 009 218 | 89 946 756 350 | |
| 461-0312 | Autres dettes payables en GNF années antérieures | 0 | 192 162 152 165 | 380 453 512 | 0 | 380 453 512 | 192 162 152 165 | | 191 781 698 653 |
| 461-0321 | Autres dettes payables en devises année courante | | | 704 606 588 799 | 775 923 648 461 | 704 606 588 799 | 775 923 648 461 | | 71 317 059 662 |
| 461-0322 | Autres dettes payables en devises année antérieure | 113 383 829 919 | 0 | 22 999 021 242 | 0 | 136 382 851 161 | 0 | 136 382 851 161 | |
| 481-10 | TPP avec prise en charge | 7 949 875 513 | 0 | 1 117 724 210 939 | 1 117 724 210 939 | 1 125 674 086 452 | 1 117 724 210 939 | 7 949 875 513 | |
| 481-49 | Autres dépenses à régulariser | 490 831 739 061 | 0 | 2 213 081 847 165 | 143 367 944 564 | 2 703 913 586 226 | 143 367 944 564 | 2 560 545 641 662 | |
| 481-5 | Pertes de change | 0 | 224 709 717 395 | 89 840 433 165 | 0 | 89 840 433 165 | 224 709 717 395 | | 134 869 284 230 |
| 482-49 | Recettes à imputer | 0 | 2 013 671 985 | 0 | 0 | 0 | 2 013 671 985 | | 2 013 671 985 |

COUR DES COMPTES

APUREMENT DES ARRIERES JURIDICTIONNELS

APUREMENT COMPTE DE GESTION 2015

POSTE COMPTABLE: AGENT COMPTABLE CENTRAL DU TRESOR (ACCT)**COMPTE DE GESTION ACCT 2015****SOLDES BALANCES DE SORTIE A REPORTER****Tableau n°19**

| N° Comptes | Libellés Imputations | Balance d'entrée au 01/01/2015 | | Opérations de l'année | | Total | | Balance de sortie au 31/12/2015 | |
|---------------|---------------------------|--------------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| | | Débiteurs | Créditeurs | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débiteurs | Créditeurs |
| 531-00 | Disponibilités ACCT | 0 | 844 509 474 638 | 2 616 220 215 991 | 6 109 744 111 335 | 2 616 220 215 991 | 6 954 253 585 973 | | 4 338 033 369 982 |
| 531-00 | Disponibilités C2D | 285 819 500 334 | 0 | -256 453 732 078 | 58 731 536 512 | 29 365 768 256 | 58 731 536 512 | | 29 365 768 256 |
| 531-03 | Virements et chèques émis | 0 | 0 | 2 484 013 004 692 | 2 520 238 894 943 | 2 484 013 004 692 | 2 520 238 894 943 | | 36 225 890 251 |
| 589 | Autres | 0 | 0 | 29 365 768 256 | 29 365 768 256 | 29 365 768 256 | 29 365 768 256 | 0 | 0 |
| | Total Général | 2 847 059 503 333 | 2 847 059 503 333 | 10 065 959 524 786 | 12 393 334 800 922 | 12 913 019 028 119 | 15 240 394 304 256 | 3 680 582 323 563 | 6 007 957 599 700 |

Article 3 : Mention est faite que dans la pratique, le compte 396 sert à la reprise des comptes patrimoniaux en balance d'entrée au 1^{er} janvier 2016.

5. Sur la situation du comptable

Attendu qu'il n'y a pas lieu de prononcer de charge à l'encontre de Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE au titre de sa gestion au cours des exercices de 2011 à 2015.

Attendu qu'avec la reprise exacte des résultats des gestions successives, qu'il y a lieu de le décharger pour sa gestion des exercices 2011 à 2015

Article 4 : Monsieur Nabilaye Yagouba CISSE est déchargé de sa gestion pour la période de 2011 à 2015.

Fait et jugé par nous :

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

En audience publique les jour et an ci-dessus.

En présence de Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre.

Et ont signé le Président et le Greffier

Le Greffier de Chambre

Le Président de la Chambre des comptes de l'Etat

Tamba Michel TRAORE

Mamadou Ciré DOUMBOUYA